

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 13/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES DE LA MENUDELLE

7 RUE AUGUSTE MAQUET
75016 Paris

Références : D-0076-2025/LRAR N°1A 214 145 3310 6
Code AIOT : 0006401327

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2025 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DE LA MENUDELLE implanté LIEU-DIT LA MENUDELLE BP 80011 13310 Saint-Martin-de-Crau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES DE LA MENUDELLE
- LIEUDIT LA MENUDELLE BP 80011 13310 Saint-Martin-de-Crau
- Code AIOT : 0006401327
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des Carrières de la Ménudelle, dont le siège social est situé 7 RUE AUGUSTE MAQUET 75016 PARIS, est autorisée à exploiter une carrière implantée au lieu-dit " la Ménudelle" sur la commune de Saint Martin de Crau (13 310). Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2004-83 C du 18 janvier 2005, modifié notamment par l'APC n°2012-41C du 30 janvier 2012 et l'APC n°2022-286-PC du 27 janvier 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	eaux souterraines	AP Complémentaire du 27/01/2023, article 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
3	refus d'admission	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	dès réception du présent rapport
5	déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.1	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/01/2023, article 3	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	critères d'acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/01/2023, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Conditions de stockage des déchets utilisés pour la remise en état	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté quatre non-conformités au cours de cette visite, relatives aux déchets réceptionnés dans le cadre de la remise en état de la carrière, au suivi des eaux souterraines ainsi qu'aux modifications des conditions d'exploitations de la carrière. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 03/01/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, réaliser une étude hydrogéologique complémentaire permettant de justifier du caractère enveloppe du terme source pris en compte dans l'étude hydrogéologique de 2011, afin de modéliser l'impact des remblais sur les eaux souterraines. Cette étude doit tenir compte notamment des seuils d'acceptation fixés dans l'arrêté complémentaire du 30/01/2012 susvisé et de l'augmentation de la quantité de déchets réceptionnés, dans le cadre de la modification des conditions de remise en état décrite dans le porté à connaissance de février 2020 susvisé. En outre, l'étude se prononcera sur la suffisance des modalités de surveillance des eaux souterraines et des modalités de confinement des remblais extérieurs réceptionnés.</p>
Constats : <p>Constat le 21/09/2023 : L'exploitant a communiqué par courriel du 30 mars 2023 l'étude réalisée par la société hydrogéap et datée du 28 mars 2023. A la suite de l'inspection du 21/09/2023, il a été demandé à l'exploitant de compléter son étude hydrogéologique sous 3 mois en apportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• la justification de la suffisance des modalités de surveillance des eaux souterraines, au regard notamment des évolutions apportées en 2020 qui ont conduit au remblaiement de nouvelles zones au nord du site ;• la justification du terme source pris en compte pour les polluants organiques dans l'étude de 2011 au regard des seuils fixés dans l'arrêté complémentaire du 30/01/2012 ;• la justification des taux d'abattement pour l'argile de perméabilité 10^{-8} et les cailloutis de perméabilité 5.10^{-3} ;• la justification de la perméabilité des cailloutis en place ;• la prise en compte de la côte de fond d'extraction de 8,6 mNGF et non de 9,4 mNGF ;• la prise en compte des polluants déjà présents dans les eaux souterraines en amont de la

carrière pour l'évaluation de la conformité vis à vis des seuils de potabilité.

Par ailleurs, concernant la demande d'extension à 3 fois les seuils d'acceptation à l'ensemble des paramètres de lixiviation, le rapport DREAL du 02/10/2023 indiquait à l'exploitant qu'elle devait être portée à la connaissance de M. le Préfet, en application de l'article R181-46 du code de l'environnement, avec tous les éléments d'appréciation nécessaire. Outre la mise à jour de la modélisation précitée, le dossier devrait comprendre :

- la justification de cette demande d'augmentation des seuils d'acceptation en lixiviation (justification des besoins, origine du gisement,...) ;
- une synthèse de la surveillance piézométrique et la justification de la suffisance des dispositions en place ou les dispositions prévues ;
- l'analyse de la compatibilité du projet avec les dispositions du SDAGE, du PRPGD et du schéma régional des carrières.

Constat le 05/02/2025 : en réponse, l'exploitant a transmis une mise à jour de l'étude hydrogéologique, réalisée par la société Hydrogéap (document référencé PF102.01-R04a du 30 janvier 2024).

Par courriel du 04/09/2024, l'exploitant a également déposé un dossier de porter à connaissance, produit par la société Ginger Burgeap (SE1500008 / 1085761-01 daté du 21/05/2024). A travers ce dossier, l'exploitant sollicite :

- l'implantation de 3 nouveaux piézomètres ;
- le relèvement des seuils d'acceptation d'un facteur 3, pour l'ensemble des paramètres de lixiviation, en application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014.

Ce dossier de modification des conditions d'exploitation de la carrière s'appuie sur les conclusions de l'étude hydrogéologique précitée.

Dans le cadre de l'instruction de ce dossier, la DREAL a consulté :

- la DDTM 13, qui a fait part le 07/11/2024 de son absence de remarques de fond, tant sur le volet biodiversité qu'au titre de la loi sur l'eau ;
- l'ARS, qui a rappelé dans son avis du 08/10/2024 la nécessité de prendre toutes les précautions pour protéger la nappe et éviter tout risque de pollution de celle-ci, ainsi que du forage destiné à l'alimentation en eau du personnel, lors de la réalisation des piézomètres. L'ARS a également demandé qu'une procédure d'alerte (services de l'état, ARS, gestionnaire des captages publics...) soit mise en place en cas de pollution mise en évidence dans le cadre du suivi des piézomètres ;
- le SYMCRAU, qui a transmis son avis par courriel du 17/10/2024. Ce dernier conclut son avis par les réserves suivantes :
 - *« l'étude ne prend pas en compte la pollution présente issue de l'ancienne carrière. En effet, « à l'aval hydraulique de l'ancienne carrière, un panache de contamination existe, présentant des concentrations inférieures aux seuils réglementaires, d'une superficie différente selon la substance ou selon la molécule prise en considération ». Cela pose la question sur les effets cumulés de cette pollution existante ajoutée à celle des futurs remblais pouvant induire par conséquent une modification des résultats de la modélisation d'HydroGEAP.*
 - *l'étude ne prend pas en compte un changement de densité des écoulements, ce qui pourrait être le cas lors d'évènements orageux très importants. Une modélisation identique en prenant compte les infiltrations à la surface du sol, issues de précipitations centennales pourrait être intéressante à réaliser. Un changement de densité des écoulements pourrait entraîner une élévation du niveau de la nappe et une lixiviation*

plus importante. »

Concernant l'étude hydrogéologique du 30 janvier 2024, l'inspection relève que :

- le document mentionne page 11/30 : « *En considérant une concentration relative de $C/C0 = 0.47$ à la base de la barrière, et une concentration relative de $C/C0 = 0.03$ au niveau de la surface libre, on aboutit à un abattement de 53% à la base de la barrière et de 97% au droit de la surface libre* ». Or, l'étude prend en compte la mise en place sous les déchets d'une barrière d'argile d'un mètre d'épaisseur de perméabilité 10^{-8} m/s, puis d'une épaisseur de 2 mètres d'alluvions de perméabilité 5.10^{-3} m/s avant atteinte du toit de la nappe. Par conséquent, les résultats de l'étude conduisent à un taux d'abattement d'un facteur 2 pour 1 mètre d'argile et un taux d'abattement d'un facteur proche de 8 pour 1 mètre d'alluvions ; ce qui semble incohérent, en première approche, au regard de la perméabilité des deux matériaux.

En séance, le bureau d'études Hydrogéap confirme ce résultat et explique que le taux d'abattement plus important des alluvions est lié à la limitation des infiltrations d'eau, en raison de la couche d'argile, et du phénomène de transfert de masse associé.

- l'étude mentionne des essais d'infiltration effectués en 2023, donnant des valeurs de perméabilité de l'ordre de 10^{-7} m/s au sein des alluvions du site. Toutefois, le dossier ne précise pas clairement à quel niveau ont été réalisés ces essais (couche supérieure indurée ou couches inférieures meubles). L'exploitant précise que les mesures ont été effectuées en fond de fouille, après excavation des matériaux ;
- le rapport DREAL relatif à l'inspection du 21/09/2023 demandait à l'exploitant de prendre en compte les polluants déjà présents dans les eaux souterraines en amont de la carrière pour l'évaluation de la conformité vis à vis des seuils de potabilité. Ce point a également été relevé par le Symcrau (cf ci-avant). Toutefois, ces données n'ont pas été incorporées dans la dernière mise à jour de l'étude hydrogéologique ;
- concernant les plus hautes eaux prises en compte dans la modélisation, l'étude mentionne page 4/30 que « *Les quatre couches de la barrière vont de la surface du sol de l'ancienne carrière ($Z = 9.6$ m) et s'étend sur un mètre de profondeur ($Z = 8.6$ m); les deux couches suivantes vont de la base de la barrière à la surface libre de l'aquifère (sous la carrière $H = Z$ 6.6 m, soit 2 mètres sous la barrière) et la dernière couche prend en considération toute la partie saturée du magasin aquifère entre la surface libre et le substratum ($Z = -0.2875$ m).* »

L'étude semble donc comporter une erreur sur la cote des plus hautes eaux prise en compte (6,6 mNGF) et la réalité de terrain (ex, historique piézométrique présenté page 78/141 de l'étude Ginger, où la cote des PHE est de 7,8 mNGF sur PZ2, sachant que ce piézomètre est situé au milieu de la carrière et donc qu'il ne mesure pas la hauteur de nappe la plus élevée qui est rencontrée au nord du site). De même, l'étude Hydrogéap du 28/03/2023 mentionnait une hauteur des PHE de 7,4 mNGF (page 4/29) ;

- l'inspection note que l'étude prend en compte une valeur d'infiltration efficace qui, ramenée à l'année, est de 177 mm. Cette valeur peut sembler faible au regard de la pluviométrie observée sur la commune de Saint Martin de Crau (705 mm en 2024). Le bureau d'études précise que le chiffre de 177 mm/an est issu d'une formule de météoFrance, prenant en compte les pertes liées au ruissellement et à l'évapotranspiration ;

- concernant le terme source pris en compte dans la modélisation, l'inspection relève des erreurs page 5/30 pour le zinc (120 mg/kg pris en compte au lieu de 12 mg/kg) et les phénols (0,3 mg/kg pris en compte au lieu de 3 mg/kg) ainsi que, de fait, des erreurs page 6/30 au niveau des concentrations calculées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 2 mois, compléter son étude hydrogéologique et le porter à connaissance associé, en :

- transmettant un complément d'informations, expliquant les taux d'abattement calculés pour 1 mètre d'argile de perméabilité 10^{-8} m/s et 1 mètre d'alluvions de perméabilité 5.10^{-3} m/s ;
- transmettant les résultats des tests de perméabilité effectués en 2023 sur les alluvions, en précisant la localisation et l'altimétrie des échantillons ;
- justifiant et corrigeant la côte des plus hautes eaux prise en compte dans le modèle, au regard des niveaux piézométriques effectivement relevés sur les ouvrages du site ;
- intégrant les polluants déjà présents dans les eaux souterraines, en amont de la carrière, pour comparer la qualité des eaux aux seuils de potabilité ;
- justifiant la valeur de l'infiltration efficace intégrée au modèle, au regard de la pluviométrie observée sur la commune de Saint Martin de Crau. Par ailleurs, comme demandé par le Symcrau, la modélisation devra être complétée en prenant compte les infiltrations à la surface du sol, issues de précipitations centennales ;
- corrigeant les erreurs au niveau du terme source pris en compte dans la modélisation.

L'implantation du nouveau réseau de suivi piézométrique n'appelle pas d'observation et peut être réalisée, sous couvert de la prise en compte des mesures prévues au dossier et des observations de l'ARS. En outre, l'exploitant doit mettre en place une procédure d'alerte (services de l'état, ARS, gestionnaire des captages publics...) en cas de pollution mise en évidence dans le cadre du suivi des piézomètres. Ces points seront intégrés dans le cadre d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

Enfin, la DREAL informe l'exploitant qu'une tierce expertise sera prescrite, après réception de la mise à jour de l'étude hydrogéologique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : critères d'acceptation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, critères d'acceptation des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 09/02/2025

Prescription contrôlée :

ANNEXE II : Critères à respecter pour l'admission de terres issues d'un processus de décontamination :

1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chlorure (1)	2 400
Fluorure	10
Sulfate (1)	3 000 (2)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (3)	500
FS (fraction soluble) (1)	

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit

les valeurs de 800 mg/kg en chlorure et 1 000 mg/kg en sulfate, soit le seuil de 4 000 mg/kg pour la fraction soluble. (2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local. (3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

(1) Pour les sols, une valeur de 50 000 mg/kg est admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

Constats :

Constat le 21/10/2024 : l'inspection des installations classées a effectué, le 21 octobre 2024, un nouveau contrôle inopiné de la qualité des déchets utilisés pour le remblaiement de la carrière, accompagné d'un laboratoire spécialisé qui a effectué les prélèvements, puis les analyses des échantillons.

A la suite de ce contrôle, le laboratoire a établi un rapport à la suite de ce contrôle, référencé KASE.24.0325 - version N°2 en date du 25 novembre 2024. Ce rapport mentionne que, parmi les 10 échantillons prélevés sur la zone en cours de remblaiement, 2 présentent des non-conformités par rapport aux seuils définis dans l'arrêté préfectoral n°2022-286-PC, en date du 27 janvier 2023 :

- l'échantillon KPM8 est considéré comme non inerte en raison des dépassements en plomb, fraction soluble et sulfates. Cependant, une analyse par percolation a été réalisée par le laboratoire, afin de vérifier la compatibilité de cet échantillon après test de percolation (condition de l'AM du 12/12/2014). Les résultats de cette analyse de percolation (NF CEN/TS

14405), indiquent que l'échantillon KPM8 peut être acceptable sur les paramètres sulfates et fraction solubles. Seule la valeur en plomb lixivié décline encore cet échantillon (concentration de 0,636 mg/kg mesurée pour un seuil de l'arrêté de 0,5 mg/kg) ;

- l'échantillon KPM4 peut également être considéré comme non inerte (concentration de 0,53 mg/kg mesurée pour un seuil de l'arrêté de 0,5 mg/kg).

Par ailleurs, le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats des auto-contrôles mensuels effectués depuis le début de l'année 2024 : la société SCLM indique que ces contrôles ont fait apparaître des non-conformités lors des analyses effectuées en juin 2024 (rapport d'analyse n°14107119 du 02/07/2024), pour les paramètres plomb (14mg/kg pour limite à 0,5 mg/kg) et COT sur matière sèche (34000 mg/kg pour une limite à 30000mg/kg). A la suite de ce contrôle, l'exploitant a indiqué avoir mené les actions suivantes :

- l'évacuation de 2 semies de déchets dits « K3+ », les déchets évacués ayant été localisés d'après les indications du personnel de carrière. Ces évacuations ont été tracées sur le registre des refus à la date du 17/07/2024 ;
- des analyses complémentaires ont été menées par l'apporteur des déchets, en périphérie de la zone concernée (rapport n°14113428 en date du 09/07/2024). Ces analyses montrent une conformité aux seuils d'acceptation, à l'exception d'un prélèvement qui dépasse la valeur limite en plomb (1,5 mg/kg pour une limite à 0,5 mg/kg).

Toutefois, l'exploitant ne dispose pas d'une méthodologie formalisée, décrivant les investigations et mesures à prendre en cas de détection, après enfouissement, de déchets ne respectant pas les critères d'acceptation.

Ainsi, le rapport DREAL du 08/01/2025 demandait à l'exploitant sous 1 mois de :

- mener des investigations auprès des producteurs de déchets « dits K3+ », afin d'identifier les dysfonctionnements ayant conduit à la réception de déchets non-conformes malgré la procédure d'acceptation préalable mise en place ;
- définir une procédure de traitement des non-conformités, liées à la détection après enfouissement de déchets ne respectant pas les critères d'acceptation ;
- mettre en place une organisation lui permettant de repérer et circonscrire une zone ayant réceptionné des déchets non conformes, découverts a posteriori dans le cadre de son auto-contrôle, d'un contrôle inopiné de l'administration ou autre.

Constat le 05/02/2025 : en réponse aux demandes du rapport DREAL du 08/01/2025, l'exploitant précise que :

- il a mené des investigations auprès du producteur de déchets, ayant conduit à la détection des non-conformités lors des analyses effectuées en juin 2024 dans le cadre de son auto-contrôle. En séance, il présente les échanges mail à ce sujet : ces derniers font état d'une pollution accidentelle de la benne d'un transporteur, qui aurait souillé un chargement de matériaux à destination de la société Imérys qui, par la suite, aurait produit des déchets non-conformes en plomb ;
- il n'est pas en mesure d'identifier les dysfonctionnements pour les non-conformités identifiées lors du contrôle inopiné du 21/10/2024 ;
- il a défini une procédure de traitement des non-conformités, liées à la détection après enfouissement de déchets ne respectant pas les critères d'acceptation : à cet effet, il présente la mise à jour de sa procédure d'acceptation préalable PE10 - v7 du 23/01/2025 et

<p>la création du formulaire de traitement des non-conformités associé référencé DE-111 v0 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> il a mis en place un maillage des casiers de 25 mètres x 25 mètres, avec des points repérés par GPS, afin de repérer plus facilement une zone ayant réceptionné des déchets non conformes, découverts a posteriori. La présence des piquets géo-référencés a pu être constatée le jour de la visite.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : refus d'admission

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, refus d'admission</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 21/10/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 09/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] En cas de refus, l'exploitant communique au préfet, au plus tard 48 heures après le refus :</p> <ul style="list-style-type: none"> les caractéristiques et les quantités de déchets refusés ; l'origine des déchets ; le motif de refus d'admission ; le nom et les coordonnées du producteur. <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission sur lequel sont répertoriés la date de réception, la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets, le cas échéant le motif de refus d'admission et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Constats :

Constat le 21/10/2024 : l'inspection relève que la procédure PE 10 version 6 du 25/01/2024 est conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 30/01/2012 et prévoit :

8. REFUS D'ADMISSION

En cas de refus de déchets classe 3 et 3+, l'exploitant communique au préfet, au plus tard 48 heures après le refus :

- Les caractéristiques et les quantités de déchets refusés ;
- L'origine des déchets ;
- Le motif de refus d'admission ;
- Le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- Le libellé ainsi que le code CED à six chiffres des déchets.

Le

jour de la visite, l'exploitant présente le registre des refus qui mentionne, pour l'année 2024, 3 apports refusés les 2, 4 et 17 juillet 2024. Toutefois, ces refus n'ont pas fait l'objet d'une information du Préfet dans les 48h.

Par ailleurs, l'exploitant présente le plan topographique « DE 36 version 3 » permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre pour l'année 2023. L'inspection relève que le zonage est peu précis car :

- une seule zone a été définie sur le plan pour les 20 728 tonnes de déchets dits « K3 + » et une seule zone a été définie pour les 9 145 tonnes de déchets dits « K3 », pour la totalité des apports de déchets réceptionnés au cours de l'année 2023 ;
- le plan ne comporte pas d'échelle ; toutefois, chaque zone fait manifestement plusieurs milliers de mètres carrés.

Ainsi, la maille retenue par l'exploitant ne permet pas de localiser précisément les apports de déchets.

Le rapport DREAL du 08/01/2025 demandait à l'exploitant sous 1 mois de :

- dès réception du présent rapport, veiller à notifier au Préfet tout refus au plus sous 48h.
- définir, sous 1 mois, un maillage plus précis, permettant de mieux localiser les chargements de déchets inertes réceptionnés en vue, le cas échéant, de permettre une intervention a posteriori.

Constat le 05/02/2025 : par courriel du 27 janvier 2025, l'exploitant a informé M. le Préfet et la DREAL d'un refus de chargement, identifié le 16/01/2025. Cette non-conformité a été traitée selon la nouvelle procédure en vigueur (cf PdC précédent). Les actions suivantes ont été menées :

- action curative : les apports concernés ont été repris et évacués par le producteur des déchets ;
- action préventive : l'analyse des causes a conduit à identifier une erreur humaine, lors de la comparaison des résultats avec les seuils d'acceptation : une double vérification sera désormais réalisée au sein de la société SCLM.

L'inspection note également que le délai de 48h n'a pas été respecté. L'exploitant précise qu'il a souhaité informer l'administration une fois les actions correctives menées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection confirme la nécessité d'informer M. le Préfet sous 48h après détection de l'écart ; cette information pouvant être complétée par la suite au terme des actions correctives menées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : dès réception du présent rapport

N° 4 : Conditions de stockage des déchets utilisés pour la remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de stockage des déchets utilisés pour la remise en état
Prescription contrôlée : [...] Conditions spécifiques pour les terres issues d'un processus de décontamination : <ul style="list-style-type: none"> • une zone de dépôt étanche et adaptée à ces déchets est aménagée ; • une couche de matériaux de type fines argileuses provenant de l'installation de traitement des matériaux extraits de la carrière, d'une épaisseur d'un mètre, est mise en place sur le fond et les flancs du casier à remblayer afin d'assurer une barrière de sécurité de perméabilité $K = 10^{-8}$ m/s. Au niveau des flancs, cette couche pourra être réduite à 50 cm ; Une fois mise en place dans chacun des casiers, l'épaisseur et la perméabilité de cette couche de matériaux sont vérifiées par un organisme compétent, choisi après accord de l'inspection des installations classées, avant mise en dépôt des terres issues d'un processus de décontamination. Le résultat de ce contrôle est transmis à l'inspection des installations classées . • la couche de terres issues d'un processus de décontamination n'excédera pas 1,5 m; • afin d'éviter le ruissellement des eaux dans le casier à remblayer et sur la zone de dépôt étanche, des aménagements type merlons périphériques sont mis en place.
Constats : Le rapport DREAL du 02/10/2023, relatif à l'inspection du 21/09/2023, demandait que les prochains rapports de l'organisme de contrôle précisent la localisation exacte des zones prélevées, dans le cadre du contrôle de la perméabilité des argiles déposées en fond de casier. L'inspection a pu constater, par sondage, que le rapport Ginger du 22/07/2024 mentionne bien les zones de prélèvements, ainsi qu'une valeur de perméabilité conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets admissibles
Prescription contrôlée : Les déchets admissibles pour le remblayage de la carrière sont : <ul style="list-style-type: none"> • les déchets inertes énumérés dans l'annexe I du présent arrêté;

<ul style="list-style-type: none"> • les terres issues d'un processus de décontamination caractérisées dans le dossier de demande de modification pour le réaménagement de la carrière de novembre 2011 et respectant les critères définis à l'annexe 2. • Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.
<p>Constats :</p> <p>l'exploitant précise que les déchets dits « K 3+ » sont issus de deux apporteurs industriels :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la société Imerys aux Salins de Giraud, ces déchets étant réceptionnés depuis 2018 ; • la société OGD Ortec à Lançon de provence, ces déchets étant issus d'un processus de décontamination. <p>L'inspection relève que la réception des déchets d'Imerys n'a pas fait l'objet d'une information préalable de l'administration, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, porter à la connaissance de M. le Préfet la réception des déchets d'Imerys, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires afin d'évaluer l'incidence de cette modification sur les conditions d'exploitation de la carrière (caractérisation des déchets, volumes annuels, process à l'origine de leur production,...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : suivi des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, suivi des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des forages implantés en limite d'autorisation, l'un en amont hydraulique et deux autres en aval, permettent de procéder à des prélèvements et à des mesures de niveau piézométrique en continu afin de suivre les variations de niveau de la nappe phréatique. L'implantation de ces piézomètres sera définie en liaison avec l'inspection des installations classées et le service en charge de la police de l'eau, en fonction de l'étude hydrogéologique réalisée pour tenir compte du sens de circulation de la nappe phréatique dans le secteur concerné. L'implantation des piézomètres de surveillance situés à l'aval hydraulique de zones remblayées pourra être revue en fonction de l'évolution du plan d'exploitation de la carrière.</p> <p>A. Qualité : Il est procédé à des analyses physico-chimiques sur des prélèvements effectués à fréquence trimestrielle dans chacun des trois puits sur les paramètres suivants : pH, turbidité, conductivité et hydrocarbures totaux. En complément de ces analyses trimestrielles, des analyses sont réalisées deux fois par an, en période de hautes eaux et de basses eaux, sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • paramètres physico-chimiques : métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+ Zn+Sn), NO₂-,

NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;

• paramètres biologiques : DBO₅. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant. Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport prévu à l'article 4.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 janvier 2005 susvisé. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question. En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.

B. Niveau : le niveau des eaux souterraines est mesuré tous les mois sur les trois piézomètres. Les résultats de ces mesures sont consignés et transmis à l'inspection des installations classées avec le rapport prévu à l'article 4.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 janvier 2005 susvisé.

Constats :

Constat le 21/09/2023 : L'exploitant a présenté en séance :

- le rapport APAVE du 06/06/2023 relatif aux mesures trimestrielles des eaux souterraines effectuées le 21/04/2023 ;
- le rapport APAVE du 25/08/2023 relatif aux mesures semestrielles des eaux souterraines effectuées le 07/07/2023 (hautes eaux).

L'exploitant précise que les mesures semestrielles en période de basses eaux seront effectuées en novembre ou décembre. L'organisme conclut ses rapports en indiquant qu'aucune observation n'est à signaler. L'inspection note que certains paramètres suivis sont contrôlés dans des concentrations supérieures aux seuils de quantification.

Ainsi, le rapport DREAL du 02/10/2023 demandait à l'exploitant, lors de la prochaine campagne, de compléter ses rapports de suivi des eaux souterraines en précisant les seuils de références pour chaque paramètre, utilisés par l'organisme pour l'interprétation des résultats.

Constat le 05/02/2025 : l'inspection a constaté que le dernier rapport de suivi semestriel des eaux souterraines, daté du 5 décembre 2024 et relatif à l'intervention du 17/10/2024, ne comporte pas de seuil, ni d'autre élément permettant d'interpréter les résultats.

L'exploitant précise qu'aucun seuil réglementaire n'est prévu dans le cadre du suivi des eaux souterraines. L'inspection relève que les rapports de suivi ne sont pas accompagnés d'une analyse relative à une éventuelle dérive ou dégradation des eaux de la nappe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, dès la prochaine campagne de suivi des eaux souterraines, réaliser une interprétation des résultats, lui permettant d'identifier une éventuelle dérive ou dégradation des eaux de la nappe.

En outre, pour aider à l'interprétation des résultats, les rapports pourront être complétés par la comparaison à des seuils de références tels que ceux de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2022,

modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois